

I. Questions :

- **Question 1** : Une étudiante ne comprend pas bien la différence entre les CDU et les CCI, si le CDU fait partie de l'hôpital ou s'il est indépendant. Elle aimerait aussi savoir s'il existe une hiérarchie dans l'intervention de ces commissions. Pourriez-vous le réexpliquer ?

Réponse :

- **Réponse : La CU ou CDU est interne à l'hôpital.** Elle est saisie par le directeur ou le patient (voir QCM).
- **La CCI est externe à l'hôpital ou la clinique.** Elle est interrégionale. Elle a 2 compétences : elle joue un rôle de conciliation en cas de litige (sauf dommage . Elle donne aussi un avis e propose une indemnité en cas de dommage subi par le patient.

- **Question 2** : Un étudiant ne comprend pas pourquoi dans le cours il est dit qu'en cas de non-respect du secret médical, c'est l'hôpital qui engage sa responsabilité. Alors que dans un autre cours il est dit que c'est le médecin qui l'engage. Pouvez-vous lui expliquer pourquoi c'est l'hôpital qui engage sa responsabilité ?

- **Réponse : La violation du secret professionnel engage la responsabilité pénale de l'agent auteur ou de l'établissement .**
- **Mais elle peut aussi engager la responsabilité indemnitaire si le patient saisit le tribunal administratif ou le juge judiciaire :** dans ces cas, c'est l'établissement qui couvre l'agent et est condamné.

- **Question 3** : Dans le polycopié, il est écrit que "la transfusion sanguine constitue une atteinte à la liberté d'expression religieuse mais elle ne viole pas la CEDH (traitement inhumain, dégradant, privation du droit à la liberté) Ce qui est souligné dans la parenthèse pose un problème à cette étudiante puisque justement, on ne viole pas la CEDH car on a pas de traitement inhumain mais il y a quand même une atteinte à la liberté. Pouvez-vous expliquer ce passage ? Et notamment ce qui est marqué dans la parenthèse

- **Réponse : Ce sont les témoins de Jéhovah qui ont invoqué devant le juge administratif et la CEDH une atteinte à la liberté religieuse, ainsi qu'un traitement inhumain et une atteinte à la liberté de choix. Les juges administratifs et la CEDH ont admis que l'administration de la transfusion malgré le refus du patient constituait une atteinte à la liberté d'expression religieuse, mais ils ont rejeté les autres arguments des plaignants. Les juges on décidé que la transfusion était légitime pour sauver le patient même contre son gré.**

- **Question 4** : Un étudiant aimerait savoir si les caractéristiques entre bienveillance, bienfaisance et bientraitance sont à distinguer en QCM, ou si globalement c'est pareil (car une fois il est écrit que la bienfaisance concerne le respect des croyances, et ailleurs que c'est ce qui permet de soigner le patient) ?

- **Réponse : Non, on peut admettre ici qu'il s'agit de synonymes.**